

« La guerre à Gaza, entre crise climatique et impact sur l'environnement », Prof. Maya Negev, Université de Haïfa, 7.8.2025

Introduction

Bonjour à toutes et à tous. Bienvenue à *Eyes on Gaza*, notre rendez-vous quotidien, qui se veut à la fois un lieu de protestation et de réflexion. Ce jour d'aujourd'hui marque la fin de la septième semaine d'une initiative née spontanément en pleine guerre avec l'Iran, et qui est désormais devenue, pour beaucoup d'entre nous, un lieu de rencontre, de résistance, et d'information.

Nous recevons aujourd'hui Maya Negev, professeure à l'École de santé publique de l'Université de Haïfa, qui est spécialiste des politiques de santé et d'environnement ainsi que des questions de résilience face au changement climatique. Hier, en préparant son support visuel, elle m'a écrit à quel point il lui était pénible de préparer cette intervention : « *Ce n'est pas qu'on ne pouvait pas s'y attendre, »*, m'a-t-elle dit, « *mais l'ampleur des destructions atteint des proportions complètement apocalyptiques.* »

Je tiens à la remercier très vivement d'être venue nous parler de ce sujet complexe, mais essentiel, que l'on a trop souvent tendance à reléguer au second plan, comme s'il s'agissait d'un luxe accessoire, alors que ce n'est pas du tout le cas. Maya aura la parole pendant huit minutes, puis nous aurons du temps pour la discussion. Comme d'habitude, celles et ceux qui veulent poser une question peuvent le faire par écrit dans le chat et je la lirai à Maya. Merci beaucoup, Maya, d'être avec nous et de nous aider à y voir un peu plus clair sur ces questions.

Intervention

Merci beaucoup pour l'invitation. En effet, la guerre a un très lourd impact sur les ressources naturelles, qui sont transfrontalières, et sur les écosystèmes vitaux de notre région. Dans leur ensemble, les infrastructures, à Gaza, se sont effondrées, avec des conséquences désastreuses sur la santé publique comme sur l'environnement. Je voudrais aborder avec vous, aujourd'hui, une série de thématiques telles que l'eau, les eaux usées, l'énergie, les déchets, le changement climatique, la pollution de l'air, le bruit, etc. Je ne pourrai cependant donner qu'un aperçu de la situation, car chacune de ces questions mériterait une rencontre à part entière. Ce ne sera donc qu'une introduction, que j'illustrerai par quelques photos.

L'eau : dès avant le 7 octobre, 97 % de l'eau à Gaza était contaminée et donc impropre à la consommation. L'approvisionnement en eau, avant la guerre, provenait principalement des nappes phréatiques, de la désalinisation et de l'importation depuis Israël et l'Égypte. Du fait que les infrastructures ont été endommagées par la guerre, notamment celles fournissant de l'électricité, le système de désalinisation est à l'arrêt, alors même que le volume d'eau en provenance d'Israël a fortement diminué et que le pompage des nappes phréatiques se trouve fortement entravé par les problèmes d'accès et les pénuries d'énergie. Sur la photo, on voit des habitants faire la queue pour remplir des bidons auprès d'un camion-citerne.

Les eaux usées : depuis le début de la guerre, les systèmes d'assainissement des eaux usées ont cessé de fonctionner. Une partie des eaux usées est détournée vers des bassins de rétention, mais certains sont désormais très prêts de déborder. Par ailleurs, il semble que l'on ait multiplié les fosses septiques, même si elles restent en nombre insuffisante, mais elles aussi risquent fort de céder. En conséquence, la population est désormais exposée aux risques posés par les contacts avec des eaux usées, sans parler du risque d'infiltration dans les nappes phréatiques, ce qui pourrait entraîner une contamination de l'eau potable par des polluants biologiques et chimiques.

Les déchets : ils ne sont pratiquement plus traités ; tout le système de gestion des ordures s'est effondré, et on voit s'accumuler d'énormes amas de déchets, y compris des déchets dangereux, sans parler du risque de propagation de maladies. À cela s'ajoutent encore les gravats, qui posent eux aussi un défi environnemental colossal : en effet, les combats ont généré quelque 53 millions de tonnes de débris provenant des bâtiments et des infrastructures détruits. Or, ces débris contiennent de l'amiante, des métaux lourds, des munitions non explosées et même des restes humains.

Électricité, énergie : presque toutes les infrastructures de production d'énergie ont été touchées ou bien sont même à l'arrêt, centrales électriques, générateurs, panneaux solaires. De fait, même quand ils ne sont pas entièrement détruits, les centrales et les générateurs ne fonctionnent plus, faute de carburant, et tous ont en outre été plus ou moins endommagés. Ce qui signifie que de nombreux services essentiels qui sont consommateurs d'énergie sont affectés : eau courante, service des égouts, gestion des déchets, santé, éducation, transports, mais aussi les véhicules assurant l'acheminement de l'aide. En ce qui concerne la consommation d'énergie domestique, le volet principal en est constitué par la cuisson alimentaire, qui pose un problème quotidien. Certes, quand il y a du carburant, on peut utiliser des générateurs, mais ces derniers sont polluants et peu fiables. À gauche de l'image, on voit le nombre d'heures d'électricité disponibles par jour à Gaza ; à droite, les différentes sources d'approvisionnement. On distingue aussi sur la photo une station d'épuration qui fonctionnait partiellement grâce à des panneaux solaires, qui ont été endommagés, et à droite, le champ de panneaux solaires.

Pollution de l'air et pollution sonore : la destruction des habitations et des infrastructures est responsable d'un niveau de pollution extrême, qui touche particulièrement les plus vulnérables, comme les personnes souffrant de maladies cardiaques ou respiratoires ou les enfants. En outre, il y a un vacarme incessant. On a d'ailleurs à ce sujet le témoignage des otages libérés, qui ont palé du bruit des explosions qu'ils entendaient en continu. Par ailleurs, comme il n'y a pas de ramassage des ordures, ces dernières sont brûlées de façon incontrôlée, ce qui accroît encore la pollution de l'air. Et comme la cuisson reste le premier besoin énergétique des familles et que, pour ceux qui se rendent aux distributions de l'aide alimentaire, les produits reçus nécessitent une cuisson, comme le riz, les pâtes, les pois chiches, on utilise des plastiques comme combustibles pour alimenter des feux de fortune, ce qui empoisonne encore un peu plus l'air des camps de réfugiés. Il y a eu un reportage de Nir Hasson à ce sujet [dans *Haaretz*].

Climat, chaleur extrême : Comme on le sait, nous vivons dans une région particulièrement exposée au réchauffement climatique, et les vagues de chaleur y sont de plus en plus intenses et de plus en plus longues. C'est justement le cas en ce moment, d'ailleurs. Cette photo date du début de la semaine dernière. Or, la chaleur extrême ne représente pas seulement un inconfort : elle pose un véritable danger pour la santé ; il y a un lien direct entre chaleur extrême et hausse de la morbidité et de la mortalité, avec un risque accru de crises cardiaques, d'AVC, de maladies chroniques ou infectieuses. Les plus touchés sont les personnes âgées, celles souffrant de maladies chroniques, les bébés et les enfants de moins de cinq ans. En outre, la situation de sous-consommation chronique de liquides en raison des pénuries (une réalité bien tangible à Gaza) rend les individus particulièrement vulnérables à la déshydratation, aux coups de chaleur, aux lésions rénales. La malnutrition, en affaiblissant l'organisme tout entier, y compris la régulation de la température, constitue, elle aussi, un facteur aggravant. Or, il faut marcher plusieurs kilomètres, à l'aller comme au retour, pour se rendre aux centres de distribution alimentaire, ce qui représente un effort épuisant, d'abord pour les plus fragiles, mais en fait pour tout le monde, surtout sous une chaleur écrasante. En outre, il n'y a aucun moyen d'échapper à la chaleur à Gaza, ni climatisation, ni ventilateurs, ni douches. Même les baignades dans la mer sont souvent impossibles, comme on sait. Donc, aucune échappatoire. On sait d'ailleurs que même des soldats israéliens ont été affectés, avec des cas de déshydratation nécessitant une hospitalisation.

L'écosystème : sur cette photo, on peut voir l'avant et l'après. En fait, 90 % des arbres des rares vergers agricoles qui existaient avant la guerre ont été détruits ou abattus, tout comme la plupart des arbres sauvages. On voit aussi des vergers [en haut] et des serres [en bas], avant et après. À cela

s'ajoutent d'autres atteintes à l'environnement, comme la pollution de la mer. En résumé, c'est l'ensemble de l'écosystème, qui était déjà fragile avant la guerre, qui est en train de s'effondrer.

Sans entrer dans les détails faute de temps, je voudrais consacrer les deux minutes qui me restent à parler des moyens d'action qui existent, et à vous présenter un projet de l'Arava Institute for Environmental Studies, dont je préside le conseil d'administration. En coopération avec l'association palestinienne Damour for Community Development, l'Institut promeut une aide humanitaire durable à Gaza, baptisée *Jump Starting Hope in Gaza*. Il s'agit d'une coalition de plusieurs organisations et l'essentiel de l'aide concerne le domaine du WASH (acronyme de *Water, Sanitation, Hygiene* et technologies énergétiques). L'objectif, qui a été fixé avant la guerre, est d'équiper les zones non raccordées au réseau (que ce soit électricité, eau potable ou traitement des eaux usées) grâce aux énergies renouvelables et à différents systèmes d'ingénierie, comme la production d'eau potable atmosphérique. Ce que vous voyez sur cette photo, ce sont des systèmes développés par l'entreprise Watergen, pour le traitement des eaux usées et pour l'énergie solaire.

Suite au déclenchement de la guerre, l'initiative a permis l'aménagement de camps de réfugiés pour environ 12 000 personnes, avec une aide d'urgence en eau, nourriture, couvertures, premiers secours et construction de sanitaires. L'objectif était d'équiper ces camps grâce aux technologies durables. Le projet avait bien reçu l'approbation du Coordonnateur des activités gouvernementales dans les territoires palestiniens [COGAT], mais avec la reprise des combats, le matériel est bloqué depuis plusieurs mois dans des conteneurs au point de contrôle de Kerem Shalom. Les fonds alloués à ce projet ont donc été redirigés autant que possible vers l'achat et la distribution de nourriture, en vertu du principe que l'aide humanitaire transcende les différends politiques, surtout en temps de crise.

Je voudrais rappeler qu'il existe d'autres organisations, comme EcoPeace et l'Institut Mitvim, dont l'action est tournée vers l'aide humanitaire environnementale, et qui mettent en place des programmes d'aide et des plans de reconstruction durable pour l'après-guerre.

En conclusion : dans un rapport publié juste avant la guerre, nous soulignons que le défi posé par le changement climatique représente une occasion unique de développer une coopération régionale et une croissance économique durable et crée des opportunités considérables dans les domaines de l'économie, de l'agriculture, de l'alimentation, de l'eau, de l'énergie et de la santé, tout en ayant le potentiel de favoriser la stabilité politique régionale. Or, le changement climatique ne s'arrête pas en raison des guerres, bien au contraire. Toutefois, si on peut être sûr que le défi climatique sera toujours là au lendemain de la guerre, ce sera aussi le cas pour les opportunités.

Je voudrais terminer sur une citation de l'ambassadeur Gideon Behar, qui vient tout juste d'achever sa mission comme envoyé spécial d'Israël auprès de l'ONU sur le climat. Dans une interview qu'il a donnée hier, il déclarait qu'il est indispensable de réunir des partenaires régionaux pour construire une résilience climatique commune. Il y a donc, je l'espère, un horizon possible. Merci.